

Prisons trop douces ? Les Français se rebiffent : perpète ou Cayenne, vite !

écrit par Christine Tasin | 10 avril 2018



A perpète...



Nous sommes assez nombreux à penser que Cayenne, conviendrait pour parquer, la horde kafkaïenne, qui s'épand au cœur des cités. Pour d'aucuns la perpétuité, serait plus qu'indiquée...en orbite martienne...

Ras-le-bol des politiques, journalistes, sociologues, psychologues... qui viennent pleurnicher à la télé et à la radio sur le sort des détenus.

Le Français moyen, malgré le matraquage, voit clair.

Il est de plus en plus agressé, menacé, spolié... et il n'a pas envie de devoir se serrer encore plus la ceinture pour améliorer le confort de ses ennemis. Logique.

La paupérisation des Français va, forcément, favoriser le non délinquant au profit du délinquant.

PACO fotomaton.

09/04/2018.

Et le bon sens, c'est de dire que si les détenus ne sont pas bien, souffrent de la surpopulation carcérale, c'est la monnaie de leur pièce, ils n'ont pas respecté la loi, tant pis pour eux ! Les Français trouvent donc, logiquement, qu'il n'y a aucune raison pour que ceux qui ont un prix à payer à la société n'aient pas les avantages du Français moyen, ordinateur, Internet...

Le passage sur la religion (encadré blanc ci-dessous) est intéressant... il n'est question que d'islam, sans que soit prononcé le nom ! Et plus de la moitié des Français ne voient pas pourquoi il y aurait des imams dans les prisons. Il semble que nombre de Français aient compris que, malgré la propagande, c'est bien l'islam qui radicalise... et non l'absence d'imams.

Quant au Directeur d'études de la fondation Jean Jaurès, continuant à fumer la moquette et à croire que les Français, s'ils savaient, se battraient pour améliorer les conditions de détention... ça plane pour lui.

Plus punitive et avec moins de moyens : la prison telle que la souhaitent les Français

Selon une étude de la Fondation Jean-Jaurès, les Français ont une conception « sévère et punitive » du rôle de la prison.

Par L'Obs

Publié le [09 avril 2018 à 13h21](#)

La prison cristallise décidément toutes les tensions : alors qu'ils sont bien conscients des problématiques liées à la situation carcérale dans le pays, **50% des Français estiment que les détenus sont pourtant « trop bien traités », contre 18% en 2000.** [Une enquête de la Fondation Jean-Jaurès](#) en partenariat avec l'Ifop et publiée ce lundi 9 mars, révèle qu'une majorité des Français souhaite durcir les conditions

de détention dans les prisons de l'Hexagone.

A quelques jours de la présentation de la loi de programmation budgétaire pour la justice en conseil des ministres, l'étude résume l'image que les Français ont de la situation carcérale dans l'Hexagone.

La prison doit « avant tout priver les détenus de liberté »

En 2018, 40% des Français se déclarent favorables à l'augmentation du budget pour améliorer les conditions de vie des détenus contre 68% en 2000. « En période de tension budgétaire, alors même qu'ils ont le sentiment que les efforts demandés depuis quelques années sont lourds [...] bien peu de Français semblent prêts à faire des efforts pour améliorer la condition des détenus en prison », explique l'étude.

« Les Français partagent largement une vision de la prison qui est un lieu de privation de la liberté. Ils considèrent que l'indignité des conditions des détenus participe à leur peine et à ce que doit être le rôle des prisons », détaille Jérémie Peltier, directeur des études à la Fondation Jean-Jaurès à « l'Obs ». L'étude précise que l'opinion s'enracine dans une conception « très sévère et punitive » du rôle de la prison.

En ce sens, 66% des personnes interrogées déclarent que les détenus ne devraient pas avoir accès à un ordinateur et 79% se disent opposés à un accès internet.

Depuis la première étude d'opinion réalisée en janvier 2000, l'opinion des Français a considérablement changé sur le système carcéral : ils sont aujourd'hui 49% à penser que la prison doit avant tout « priver de liberté », contre 21% il y a dix-huit ans. En outre, 45% considèrent que la prison a un rôle prépondérant dans la préparation de la réinsertion des détenus dans la société. Un chiffre qui reste élevé, mais bien loin des 72% de 2000.

Une majorité des Français (53%) juge, en outre, que l'intervention de représentants religieux en prison n'est pas justifiée.

« Le débat n'est, à ce stade, pas tranché, entre la tentation de bannir la religion pour se préserver de la radicalisation, et l'idée que les représentants religieux peuvent au contraire jouer un rôle essentiel pour maîtriser et pacifier la situation », détaille l'étude.

Les Français conscients de la situation des prisons

Au premier janvier 2018, les prisons françaises comptaient 68.974 prisonniers pour 59.765 places, avec un taux d'occupation de 115%. Une réalité dont se saisissent les Français : ils sont 79% à attribuer les difficultés actuelles des prisons à la surpopulation carcérale... mais seuls 47% souhaitent voir diminuer le nombre de personnes en détention provisoire, contre 64% en 2000.

Les Français placent par ailleurs « l'attitude des détenus » en seconde position (à 41%) pour justifier les problématiques carcérales, soit 17 points de plus qu'en

2000.

« La médiatisation des récentes agressions des gardiens de prisons a pesé sur l'image qu'ont les Français des détenus », précise le directeur des études à la Fondation Jean-Jaurès. Par ailleurs, 64 % des Français estiment que la superficie d'une cellule individuelle en prison est située entre 5m² et 9m². Une minorité pointe des cellules supérieures à 10m² : la norme administrative en matière de cellule individuelle est en effet d'au moins 11m², même si la réalité s'avère plus précaire.

« Nous nous attendions à avoir un décalage entre la prison imaginée et la réalité carcérale. En vérité, la médiatisation et les travaux du contrôleur général des lieux de privation de liberté expliquent que les réponses soient quasiment en phase avec les conditions actuelles », admet Jérémie Peltier. La majorité des Français estime avec justesse qu'il y a en moyenne deux (40 %) ou trois détenus (31 %) par cellule. La France a par ailleurs été condamnée à plusieurs reprises par la [cour européenne des droits de l'homme](#) en raison de conditions de détention violant l'article 3 de la convention européenne des droits de l'homme. Selon lequel, « nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants ».

« Si les Français ne sont pas pour l'amélioration des conditions de détention, c'est parce qu'ils ne connaissent pas leurs effets sur les détenus. Il faut faire le lien avec la récidive : nous créons des bombes à retardement dès lors qu'ils sortent de prison », conclut le directeur des études à la fondation Jean-Jaurès.

V. Z.

<https://www.nouvelobs.com/societe/20180409.OBS4835/plus-punitif-et-avec-moins-de-moyens-la-prison-telle-que-la-souhaitent-les-francais.html>